



l'unité

35

Journal de la Fédération du Parti Socialiste d'Ille-et-Vilaine - N° 150 - DÉCEMBRE 2002 - 0,76 euros



Joyeuses Fêtes de Fin d'Année



Jean Glavany et Jean-Yves Le Déaut,
responsables nationaux du PS, ont animé deux réunions
publiques organisées par la Fédération en novembre.

Edito page 2
J.-Y. Le Déaut parle page 3
de la Recherche et de l'Université
Jean Glavany à Rennes
Fête de la souscription Sud
Politique de gauche / politique de Droite page 4
9 février 2003 : journée sur les retraites

SARKOZY... le «Bouffon» du jeune !



Avec ce ministre, la politique a été ramenée à un show médiatique : cet homme se dope à l'ambition présidentielle et à la poudre aux yeux.

En effet, si les contrôles d'identité, les contraventions et les actions de «sécurité-spectacle» se sont multipliés, le nombre d'attentats en Corse ou des voitures qui brûlent dans les banlieues n'a pas pour autant diminué, bien au contraire. Il faut savoir que les statistiques de la criminalité sont établies par la police, et elles sont proportionnelles à la cote de popularité du ministre chez ceux qui les font.

Un reportage télévisé récent a montré que, dans certains commissariats, des plaintes ne sont pas répertoriées officiellement ou assorties de commentaires pour le moins discriminatoires.

Pour le gouvernement Raffarin et son ministre Sarkozy, l'ennemi a maintenant un nom : LE JEUNE !

Regardons cela à l'aune des mesures prises :

- Suppression des emplois jeunes : *coupons leur les vivres !*

- Suppression des emplois de «pion» : *que ceux qui avaient besoin de cela pour poursuivre leurs études les abandonnent !*

- Embauche à leur place de retraités pour assurer la surveillance.

- Barbelés et caméras de surveillance autour des collèges : *à quand les miradors ?*

- Création de bagnes d'enfants ou de «Maisons de Correction». *Tout cela devient inquiétant.*

L'ambition du ministre de l'Intérieur le condamne à en faire de plus en plus, mais, dans ce cas, il risque rapidement d'en faire trop. C'est peut-être ce qu'il a fait avec Elisabeth Guigou ou à Marcillé-Raoul où sa prestation a été particulièrement indigne !

Mes amis, ce gouvernement commence à être particulièrement malfaisant.

Il est nécessaire qu'en 2003 se constitue un grand pôle de Gauche dont la colonne vertébrale ne pourrait être que le Parti Socialiste. Avec tous mes vœux de bonheur et de santé, ce sont les vœux politiques que je formule pour les Français.

Par
Jean-Claude du CHALARD
Premier Secrétaire
Fédéral
Conseiller Régional
de Bretagne

Jacky LAINÉE n'est plus...



Notre camarade Jacky Lainée nous a quittés prématurément. Fondateur de la section de Vezin-le-Coquet dont il a été le secrétaire, Jacky fut également membre de la Commission

exécutive fédérale puis du Conseil fédéral du Parti Socialiste d'Ille-et-Vilaine.

Lors de ses obsèques, célébrées le 5 novembre dernier, Jean-Michel Boucheron, député de la première circonscription, Annick Gautier, conseillère municipale de Vezin et Jean-Louis Tourenne, Président du Groupe socialiste du Conseil Général, lui ont rendu un vibrant hommage.

Au nom des militants d'Ille-et-Vilaine, Jean-Claude du Chalard, Premier Secrétaire Fédéral, exprime à sa famille ses sincères condoléances.

La fédération

du PS d'Ille-et-Vilaine
est sur internet

Sur ce site fréquemment mis à jour, vous pourrez trouver les rubriques suivantes :

- Le PS en Ille-et-Vilaine (organigramme fédéral, les sections, les statuts, un historique).
- Les élus socialistes du département et les résultats électoraux depuis 1958.
- L'actualité (Unité 35, communiqués de presse) et l'agenda.
- Les bilans de l'action des socialistes au gouvernement.
- Les propositions du PS et discours fondamentaux.
- Les organismes associés : Union des Elus Socialistes et Républicains et le Mouvement des Jeunes Socialistes.
- Les autres sites internet existants.

<http://perso.wanadoo.fr/fede35 parti-socialiste>
Email : fede35@parti-socialiste.fr

BULLETIN D'ABONNEMENT

Votre abonnement à l'Unité 35
arrive à échéance ?

un bon réflexe : réabonnez-vous...

Bulletin à renvoyer à l'Unité 35 :

45 bis , bd de la Liberté - 35000 RENNES

NOM : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Ville : _____

(0,76 euro, le numéro - 10 numéros par an).
Chèque à l'ordre de l'Association Départementale de
Financement du Parti Socialiste d'Ille-et-Vilaine (ADFPS 35).

Jean-Yves Le Déaut

parle de la Recherche et de l'Université

Député de Meurthe-et-Moselle, Secrétaire national du P.S. chargé de la Recherche, auteur d'un rapport sur la Recherche et les Universités sous le gouvernement de Lionel Jospin, «Quelles priorités pour la Recherche» était à Rennes le jeudi 28 novembre.

Nous l'avons accueilli au siège de la Fédération, pour une réunion ouverte aux adhérents et non adhérents intéressés par les problèmes de la Recherche et des Universités. Devant un public d'une trentaine de personnes, Jean-Yves Le Déaut a abordé la question du budget de la Recherche pour 2003, estimant que ce budget ne répondait pas aux besoins et ne correspondait pas à une priorité, alors que la Recherche est primordiale dans le développement d'un pays. Il a ensuite évoqué le problème de la décentralisation dans ce domaine (transfert ou non aux régions de ce domaine de compétences ou transfert seulement du patrimoine immobilier...).

Après un exposé d'une petite heure, un large débat a eu lieu avec les universitaires, les thésards et les chercheurs présents autour de questions relatives :

- à la place de la Recherche dans un pays, quel pourcentage du PIB ? Les problèmes liés à la santé (les médicaments, la bio-éthique...), au développement durable (l'énergie, l'eau...), au développement Nord-Sud (médicaments génériques, principes de précaution, énergies renouvelables...);
- aux personnels et à leur renouvellement en raison de départs prochains massifs ;
- à l'organisation de la Recherche, relations entre Universités et établissements de Recherche, structuration des laboratoires ;
- à la décentralisation, rôle des régions ;
- aux montants des allocations de troisième cycle et leur diversité et à l'encadrement doctoral ;
- aux financements européens de la recherche, VI^e PCRD ;
- à l'apport de financements privés dans la recherche publique.

Tous ces échanges se sont faits dans un climat animé, direct mais néanmoins convivial. Rennes est bien une grande ville universitaire, le sujet a intéressé et pourrait être repris au niveau régional.

Marie-France KERLAN

Secrétaire Fédérale à l'animation des débats

Jean Glavany à Rennes

Invité par les étudiants de l'IEP sur la gestion des crises (alimentaires) et avant d'animer avec Marcel Rogemont une réunion publique à Montfort-sur-Meu, l'ancien ministre de l'Agriculture et le Directeur de campagne de Lionel Jospin, Jean Glavany, a tenu à rencontrer Jean-Claude du Chalendar et les militants socialistes au siège de la Fédération.

Rassurant, solide dans ses convictions, même s'il avoue avoir été secoué comme nous tous, il dit : «nous devons tourner la page, jouer notre rôle d'opposants, réfléchir, travailler ensemble et réussir notre congrès en mai 2003».

Puis d'expliquer que la principale force de la gauche c'est le Parti Socialiste. Nous devons, sur notre projet, proposer un contrat de gouvernement aux autres partis de gauche dans un grand rassemblement pour une alternative.

Il évoquait ensuite la gravité de la situation économique et sociale : le budget du gouvernement Raffarin sera révisé à la baisse dès le mois de janvier, plombé par les promesses de Chirac qui ne pourront être tenues.

«Nous ne devons pas nous réjouir, nous avons mal à la France en voyant ce gouvernement «détricoter» toutes les lois sociales que nous avons votées».

Jean Glavany terminait son propos en rappelant à ceux qui à gauche nous taxaient de mener une politique sociale-libérale en prônant «gauche-droite, c'est la même chose» de réfléchir et de revenir à plus de responsabilités.

Fête de la circonscription Sud

Près de 400 militants et sympathisants de la circonscription Rennes-Sud étaient réunis Vendredi 29 novembre à Vern-sur-Seiche autour de Jean-Michel Boucheron, député, et Jeanine Huon, sa suppléante, pour un moment de fête et politique.

Après les mots de bienvenue de Jacky Daviau, secrétaire de la section de Vern-sur-Seiche et de Jean-Claude Haigron, maire de Vern-sur-Seiche, Jean-Michel Boucheron, entouré des élus et des secrétaires de section de la circonscription, remerciait l'assistance et plus particulièrement les nouveaux militants et sympathisants.

Jean-Michel Boucheron, dans son intervention, brossait un rapide état de la situation politique actuelle ; il évoquait les réductions budgétaires sur des sujets majeurs remettant ainsi en cause l'éducation, la formation, la fin des emplois-jeunes, la modernisation sociale, un budget en trompe-l'œil pour une vraie politique de droite.

Il évoquait aussi les dangers que la tension internationale au Proche-Orient faisait craindre et les risques encourus par notre propre pays. Mais cette réunion était aussi et surtout l'occasion pour les militants et sympathisants de se retrouver, manifester leur joie et faire la fête.

Claude TOXÉ, Délégué Fédéral à l'Unité 35

POLITIQUE DE GAUCHE / POLITIQUE DE DROITE

Budget 2003

Le gouvernement Raffarin navigue à vue. A la montée du chômage, il répond par le démantèlement d'une politique de l'emploi mise en place depuis 5 ans ; à la réapparition des déficits sociaux, il répond par l'absence de toute politique de maîtrise médicalisée des dépenses ; à l'affaiblissement de la croissance, par un soutien décalé à l'épargne plutôt qu'à la consommation...

Dans un récent communiqué, intitulé «180 jours à Matignon», le Bureau National du Parti Socialiste dresse un tableau bien sombre de la nouvelle politique gouvernementale. Petit tour d'horizon....

L'EDUCATION NATIONALE

Le budget 2003 de l'Education Nationale envoie un «signe négatif» aux enseignants, aux personnels, aux étudiants, aux parents :

- Suppression de 5 600 postes de surveillants. Le directeur de cabinet du ministre, Luc Ferry, a évoqué dans une circulaire adressée aux recteurs et inspecteurs d'Académie la possibilité de substituer aux surveillants des «mères de familles» et de «jeunes retraités», ce qui constitue une vraie provocation.
- Suppression de 20 000 aides éducateurs.
- Remise en cause du plan pluriannuel inscrit dans la loi, qui devait se traduire par 5 000 postes.
- Diminution de 20 millions d'euros de crédits pédagogiques.

AGRICULTURE / ENVIRONNEMENT

La politique du gouvernement se traduit par une série de reculs :

- L'opposition à la réforme de la Politique Agricole Commune destinée à mieux prendre en compte la protection de l'environnement et le développement des pays pauvres ne débouche sur aucun projet alternatif.
- La suspension des Contrats Territoriaux d'Exploitation, puis leur substitution en Con-

trats d'Agriculture Durable, sorte de CTE «light».

• Rappelons aussi la suppression de la modulation des aides le 26 mai dernier. La modulation des aides permettait de mieux répartir les fonds publics notamment en renforçant les subventions attribuées aux petits et moyens agriculteurs et en diminuant le montant des aides versées aux gros exploitants.

• Le budget des offices est en diminution de 33%. Cette mesure met à mal la possibilité de soutenir les filières là où les OGM sont faibles, de restructurer certaines d'entre elles ; elle obère même gravement la gestion des secteurs en cas de crise.

• L'abandon de la loi sur l'eau et donc des mesures d'application du principe pollueur-payeur qui y figurent.

LOGEMENT

Alors même que le secteur du logement est en crise, pénurie d'offres locatives et hausse des loyers, le gouvernement présente un budget au rabais.

Seules 54 000, constructions nouvelles dans le parc social sont prévues au budget et si les financements Palulos utilisés pour la réhabilitation concernent 100 000 logements, ils serviront en prio-

rité à la mise en sécurité des ascenseurs, ce qui laissera peu de marges pour les opérations de réhabilitation et d'amélioration de l'habitat.

L'accession sociale à la propriété n'est pas mieux lotie avec des financements du Prêt à Taux zéro en baisse (30ME en moins). De plus, le gouvernement supprime la prime à l'accession sociale qui permettait aux familles modestes d'acquérir un logement.

CULTURE

Les crédits du budget de la Culture diminuent de 4% ce qui le place sous la barre des 1%.

Le gouvernement a décidé d'entériner l'accord signé entre le MEDEF, la CFDT et la CGC, qui double le montant des cotisations des intermittents du spectacle. Cette décision est néfaste parce qu'elle rompt avec le principe d'unité et de solidarité de notre protection sociale, parce qu'elle met en péril l'économie de l'ensemble du secteur.

Le gouvernement a également décidé d'enterrer le projet de télévision numérique terrestre, cette nouvelle technologie qui aurait permis aux Français de recevoir prochainement une quinzaine de chaînes dont huit supplémentaires et gratuitement.

Lénaïck BRIÉRO
Secrétaire Fédérale

L'Avenir des retraites

Il passe inexorablement par la connaissance que chacun doit avoir du dossier. A 20 ans, la retraite est surréaliste, on pense à son avenir.

A 30 ans, on s'établit socialement.

A 40 ans, on est préoccupé par l'avenir de ses enfants.

A 50 ans, enfin, on envisage sa retraite. Mais qu'a-t-on fait entre 20 et 50 ans pour la défendre ?

C'est le système de retraite par répartition construit après la deuxième guerre mondiale qui a permis de faire passer la pauvreté des personnes âgées de plus de 30% en 1970 à moins de 5% en 1997.

La Commission Fédérale Entreprises organise le samedi 8 février 2003 une journée de formation et débat sur les retraites. Il est important que chaque socialiste connaisse les différents régimes, leurs réalités historiques.

Ce dossier sera examiné par le gouvernement au printemps prochain. Il est utile de rappeler les «raffarinades fillonesques» concernant les négociations sur la remise en cause des 35 heures, de la loi de modernisation sociale, et dernièrement, la façon dont Sarkozy s'y est pris pour casser le conflit des routiers. D'ores et déjà, nous pouvons affirmer qu'une tentative d'opposition public / privé sera effectuée par le gouvernement.

Nous devons donc avoir toutes les craintes concernant les futures négociations. Quelles marges de manœuvres resteront aux organisations syndicales ? Que res-

tera-t-il à négocier au moment où l'UDF prône un référendum sur ce sujet et que Jacques Barrot souhaite la diminution des prestations de la Sécurité Sociale ?

Nous vous donnons rendez-vous le samedi 8 février 2003 à partir de 9 heures, au Centre Culturel Le Triangle (avenue de Yougoslavie) à Rennes.

Ordre du Jour :

9 h 00 : accueil

9 h 30 : intervention d'un militant (histoire, évolution et avenir des systèmes de retraites....)

10 h 15 : intervention des organisations syndicales que nous avons sollicitées afin qu'elles présentent leurs projets.

12 h 30 : repas en commun.

14 h 00 : débat.

15 h 30 : Conclusion.

Inscription à adresser pour le 31 janvier 2003 à la Fédération du Parti Socialiste (45 bis, boulevard de la Liberté - 35000 Rennes)

Nom _____

Prénom _____

adresse _____

Participera à la journée formation sur les retraites

oui ☐ non ☐

Participera au repas (10 euros)

oui ☐ non ☐

Patrick LEBORGNE
Secrétaire Fédéral aux Entreprises